

1. Introduction

2. Présentation générale du contexte

2.1 Projection macroéconomiques et impact sur les finances

2.2 Le Projet de Loi de Finances pour 2025

2.3 La situation des collectivités locales

2.4 La situation danjoutinoise

3. Les orientations du budget 2025

3.1 Les recettes de fonctionnement de la Commune

3.2 Les recettes de fonctionnement CCAS & RPA

3.3 Les dépenses de fonctionnement de la Commune

3.4 Les dépenses de fonctionnement CCAS & RPA

3.5 Les dépenses d'investissement RPA

4. Situation de l'endettement

1. CADRE JURIDIQUE

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à **l'information des élus et favorise la démocratie participative** des assemblées délibérantes en **facilitant les discussions** sur les priorités et **les évolutions de la situation financière** d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Objectifs du DOB

- **Discuter des orientations budgétaires de la collectivité**
- **Informé sur la situation financière**

2. Présentation générale du contexte

2.1 Projection macroéconomiques et impact sur les finances

Pour l'année 2025, la France devrait enregistrer **une croissance économique modérée de 0,8%**, un ralentissement par rapport à 2024 avec une notable croissance autour de 1%. Cette diminution est attribuée à une politique budgétaire plus stricte, qui, bien qu'essentielle pour réduire le déficit public, pourrait limiter la consommation et l'investissement privés.

Prévisions de croissance (PIB volume)

Prévisions annuelles France	2024	2025
Insee (déc. 2024)	+1,1%	/
Banque de France (déc. 2024)	+1,1%	+0,9%
Commission européenne (nov. 2024)	+1,1%	+0,8%
OCDE (déc. 2024)	+1,1%	+0,9%
FMI (oct. 2024)	+1,1%	+1,1%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,1%	+1,1%

Prévisions annuelles Zone euro	2024	2025
BCE (déc. 2024)	+0,7%	+1,1%
Commission européenne (nov. 2024)	+0,8%	+1,3%
OCDE (déc. 2024)	+0,8%	+1,3%
FMI (oct. 2024)	+0,8%	+1,2%

2. Présentation générale du contexte

2.1 Projection macroéconomiques et impact sur les finances

Inflation

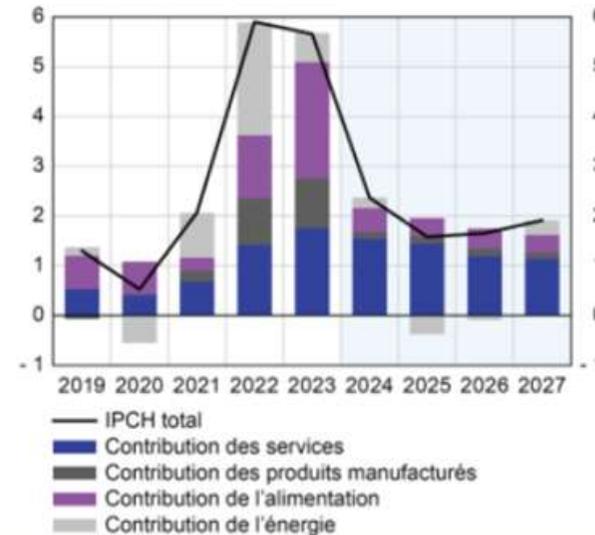
L'inflation devrait continuer de ralentir, **passant de 2,4% en 2024 à 1,9% en 2025**, un retour progressif sous les 2% favorisé par la baisse des prix de l'énergie et des matières premières, ainsi qu'une modération des prix des services.

Prévisions d'inflation*

Prévisions annuelles France	2025
Insee (déc. 2024)	/
Banque de France (déc. 2024) - IPCH	+1,6%
Commission européenne (nov. 2024) - IPCH	+1,9%
OCDE (déc. 2024) - IPCH	+1,6%
FMI (oct. 2024) - IPCH	+1,6%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,8%
Prévisions annuelles Zone euro	2025
BCE (déc. 2024) - IPCH	+2,1%
Commission européenne (nov. 2024) - IPCH	+2,1%
OCDE (déc. 2024) - IPCH	+2,1%
FMI (oct. 2024) - IPCH	+2,0%

Graphique 4 : Décomposition de l'IPCH

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

2. Présentation générale du contexte

2.1 Projection macroéconomiques et impact sur les finances

Dettes

Au sens du traité de Maastricht, la **dette publique s'établit à 3 159, Md€** à la fin du 1er trimestre 2024, soit une augmentation de **58,3 Md€** après **+ 6,4 Md€** au dernier trimestre. Le déficit public s'est donc élevé à 5,5% en 2023, portant la dette à 110,6% du PIB inhabituel en dehors des périodes de crise.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur (en Mds€)						
	2023 T1	2023 T2	2023 T3	2023 T4	2024 T1	Variation entre T1 2023 et T1 2024
Ensemble des adms. Publiques	3 019	3 053	3 095	3 101	3 160	+ 141
En point de PIB (*)	111,9%	111,2%	111,0%	109,9%	110,7%	- 1,20%
Dont :						
- Etat	2 412	2 469	2 514	2 514	2 558	+ 146
- Organismes divers d'adm centrales	74	72	71	74	74	-
- Administration publiques locales	245	244	243	250	251	+ 6
- Administration sécurité sociale	288	266	265	264	277	- 11



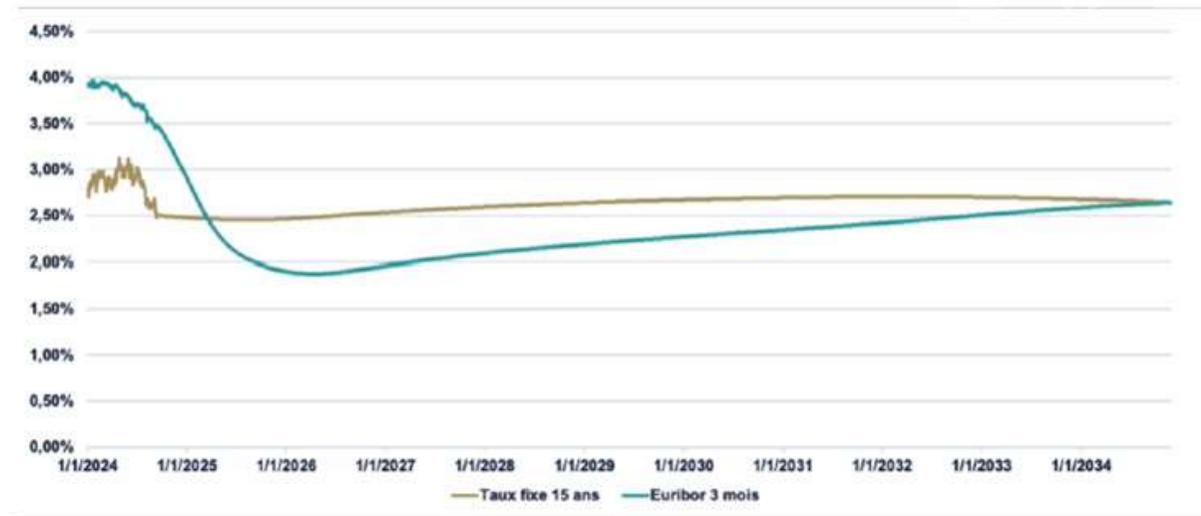
Source INSEE, présentation Finances active du 17/09/24

2. Présentation générale du contexte

2.1 Projection macroéconomiques et impact sur les finances

Taux Emprunts

Une légère baisse des taux proposés par les établissements bancaires. Après plusieurs années où les collectivités ont pu emprunter **en dessous de 1%**, **en septembre 2023, le taux à 15 ans se situait environ à 3,5 %** (auxquels il faut ajouter la marge d'environ 1%, soit 4,5 %). Les prévisions annoncent désormais, une baisse relative de ces taux qui **demeurent toutefois bien supérieurs à ceux connus avant crise.**



Source Finances actives présentation du 17/09/24

2. Présentation générale du contexte

2.2 Le Projet de Loi de Finances pour 2025

➤ **Revalorisation des bases des valeurs locatives**

Une revalorisation des valeurs locatives de + 3.9%, cela aura un impact direct sur nos recettes de fiscalité.

➤ **Les dispositifs de limitation du tarif de l'électricité:**

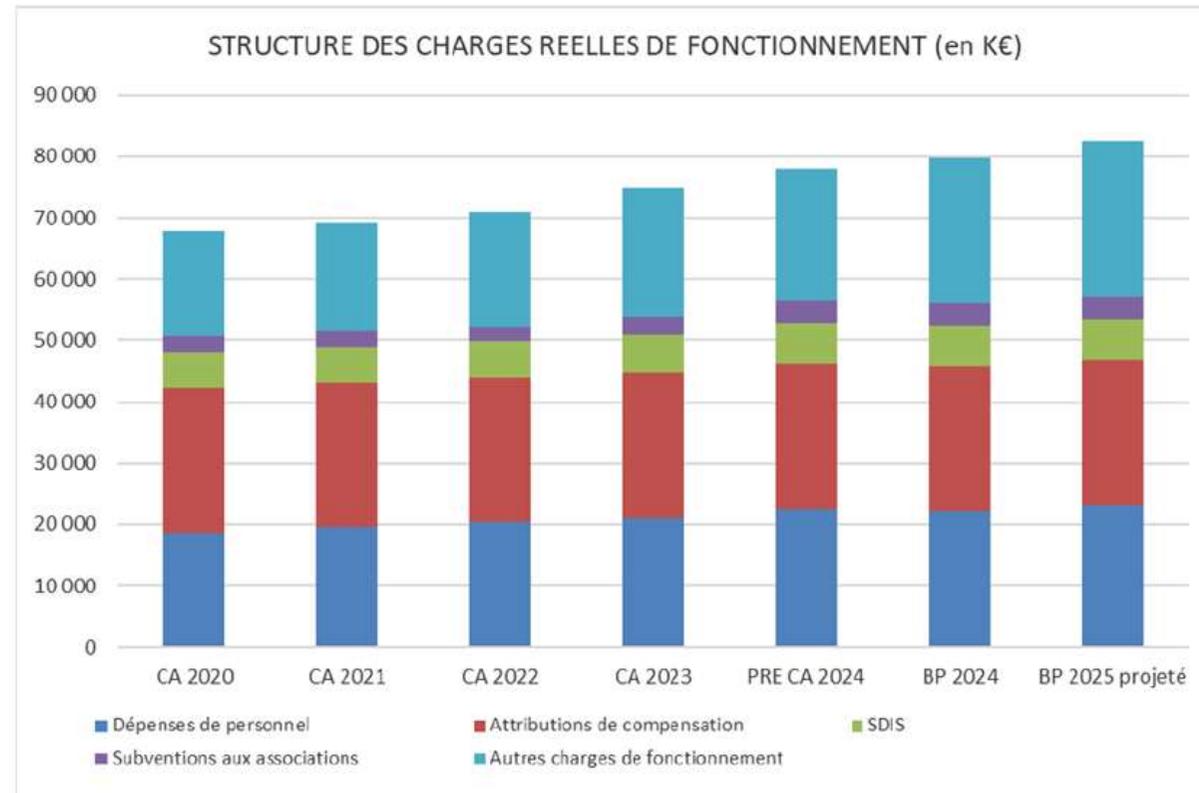
- Prise en charge par l'Etat pour 50% des volumes d'électricité consommé de l'écart entre le prix de l'énergie prévu au contrat et 180€/MWH.

- Plafonnement de la prise en charge du tarif du MWH par l'Etat à hauteur de 320€ soit lorsque le tarif du MWH payé par la collectivité dépasse 500€/MWH.

2. Présentation générale du contexte

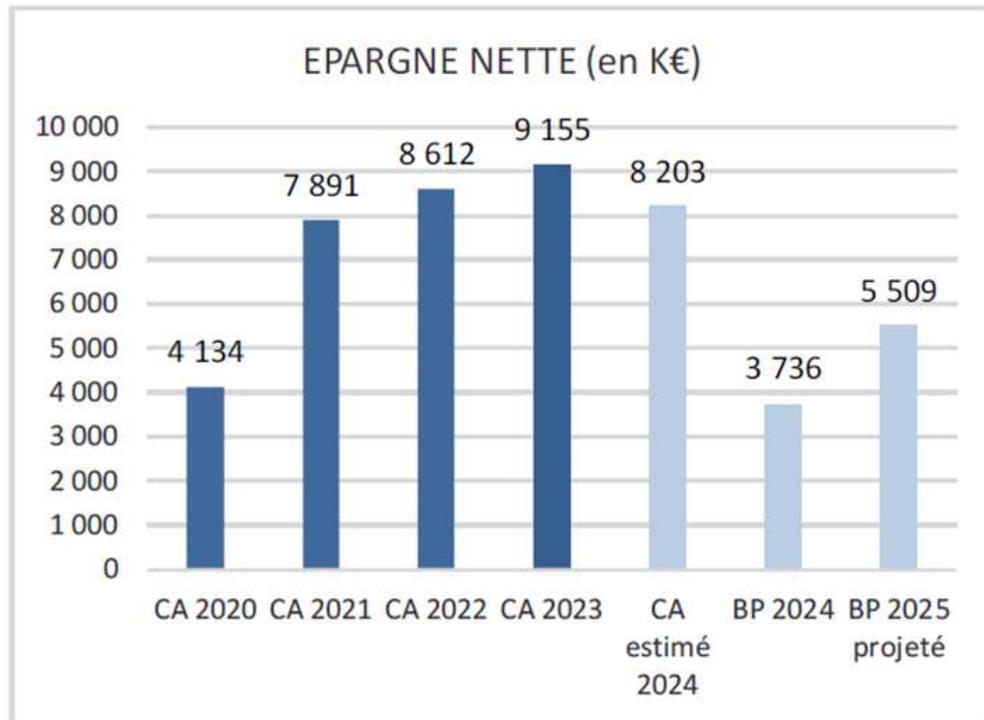
2.3 La situation des collectivités locales

Les dépenses de fonctionnement **évolueraient de + 3,6 % en 2025** par rapport au budget 2024 (soit +2,88 M€), principalement en raison de l'impact des charges à caractère général (+ 1,05 M€) ; mais aussi en raison de l'augmentation des charges financières (+ 521 K€) ou encore des dépenses de personnel (+ 987 K€). Les frais financiers sont prévus à la hausse compte tenu de la hausse du taux d'intérêt moyen de l'encours de dette.



2. Présentation générale du contexte

2.3 La situation des collectivités locales

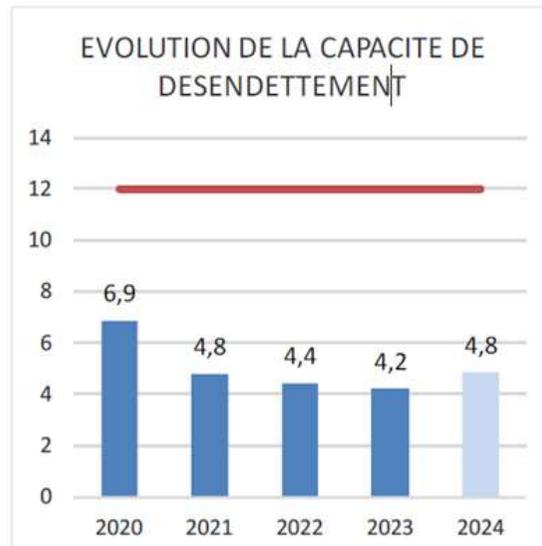


L'épargne nette diminuerait légèrement en 2024 et 2025.

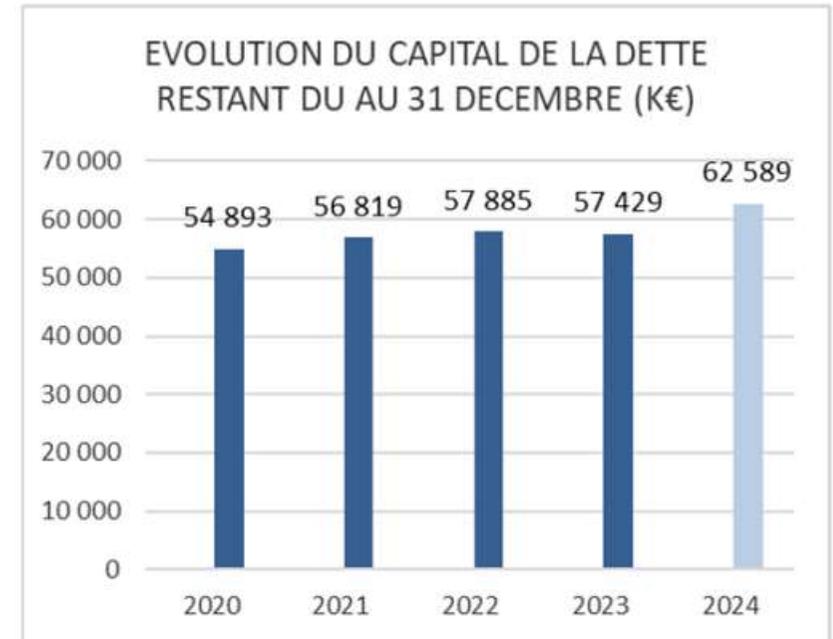
2. Présentation générale du contexte

2.3 La situation des collectivités locales

Le Grand Belfort, en poursuivant sa politique d'investissement sur les actions structurantes nécessaires au développement de son territoire, tant sur les grands équipements que sur l'aménagement de son territoire en agissant notamment pour la transition écologique et environnementale, et particulièrement pour l'action économique, véritable enjeu pour maintenir et développer les emplois de demain en Nord Franche-Comté, connaîtra encore une progression de son endettement.



la capacité de désendettement toujours en dessous d'un niveau d'acceptabilité fixé à 12 ans



2. Présentation générale du contexte

2.4 La situation danjoutinoise

Les résultats 2023 (évolution par rapport à 2022):

- les **recettes** de fonctionnement **augmentées de 12.6%** (+ 408 k€),
- les **dépenses** de fonctionnement également en **augmentation de 13.9%** (+ 412 k€).

2023			2022			
En milliers d'Euros	Euros par habitant	Moyenne de la strate		En milliers d'Euros	Euros par habitant	Moyenne de la strate
			OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT			
3636	999	1201	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A	3228	875	1137
3587	985	1166	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF	3205	869	1104
1687	464	520	dont : Impôts Locaux	1571	426	479
625	172	145	Fiscalité reversée par les groupements à fiscalité propre	625	169	146
222	61	91	Autres impôts et taxes	155	42	87
172	47	156	Dotation globale de fonctionnement	169	46	150
417	115	102	Autres dotations et participations	292	79	99
0	0	2	dont : FCTVA	0	0	2
339	93	93	Produits des services et du domaine	328	89	88
3384	930	1052	TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B	2972	806	996
2948	810	952	CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF	2670	724	904
1304	358	507	dont : Charges de personnel	1228	333	489
1360	374	294	Achats et charges externes	1212	329	271
38	10	17	Charges financières	42	11	17
23	6	29	Contingents	15	4	29
69	19	53	Subventions versées	53	14	51
252	69	149	RESULTAT COMPTABLE = A - B = R	256	70	142

2. Présentation générale du contexte

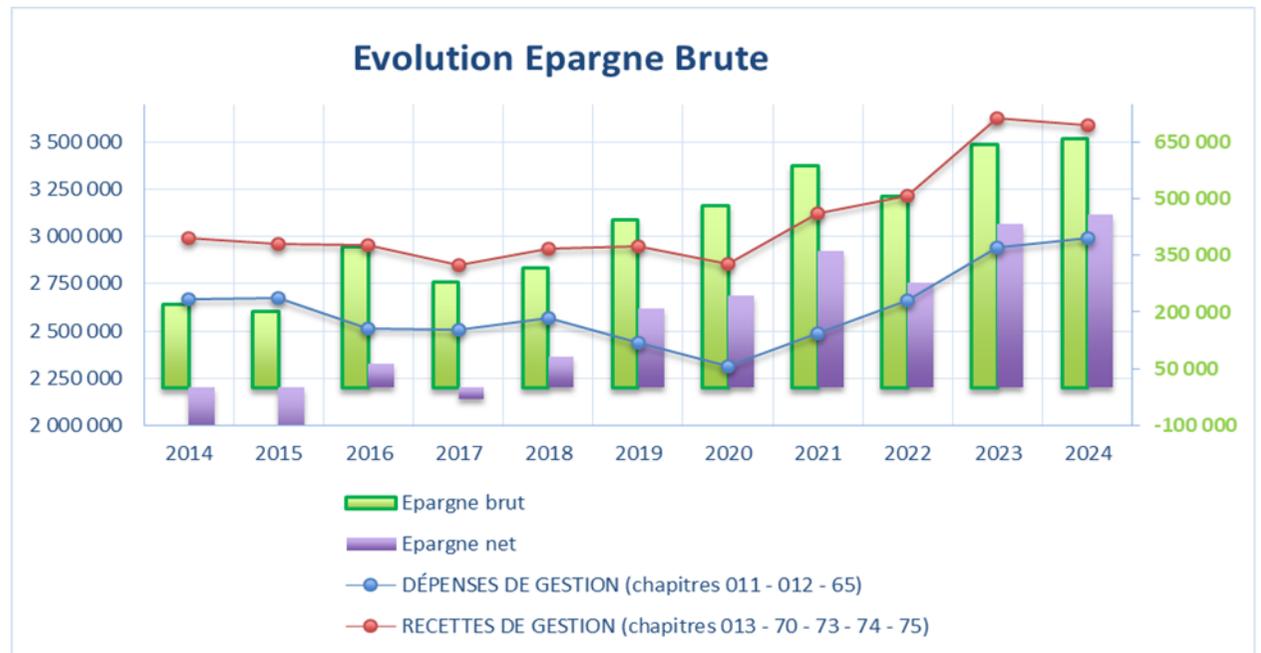
2.4 La situation danjoutinoise

- **L'épargne brute** s'est élevé à 674 k€ en 2023, inférieur aux communes de notre strate (185 €/hab vs 227 €/hab)
- **L'épargne nette**, est de 465 k€, également inférieur la moyenne des communes de même strate (117 €/hab vs 140 €/hab)

➤ **BONNE GESTION DU BUDGET COMMUNAL**

➤ **EPARGNE BRUTE CONTINUE A PROGRESSER**

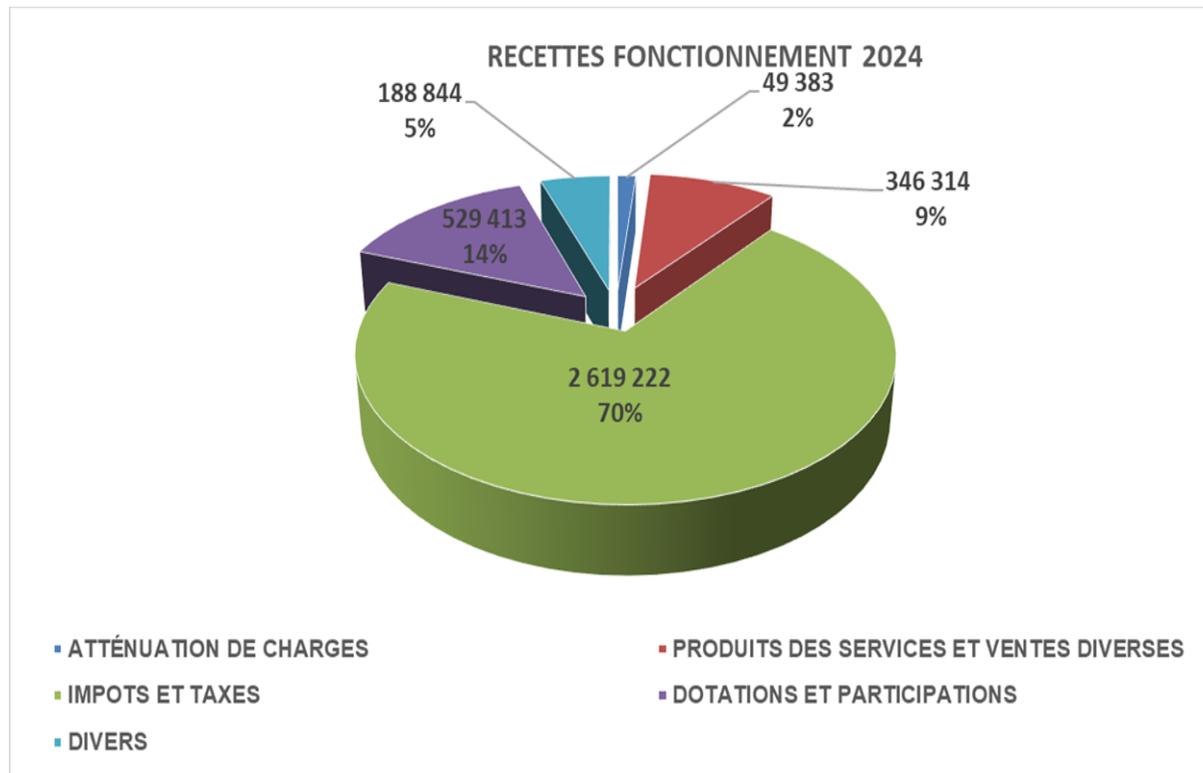
AUGMENTATION DE LA CAPACITE A INVESTIR



3. Les orientations du budget 2025

3.1 Les recettes de fonctionnement de la Commune

2024 recettes de fonctionnement = 3 713 k€



➤ Chapitre 70: Produits de services

- Baisse de 10 000€ pour la vente de bois
- Augmentation de 17 100€ de la redevance du périscolaire.

➤ Chapitre 73: Impôts et Taxes

- Impôts directs locaux : + 3.7% (61 200€)
- Fond départemental des DMTO, 91 442€
- Fonds de péréquation des ressources com. et intercom. 49 053€
- Taxe com. addit. / droits mutation ou taxe publicité foncière, baisse de - 30 000€ (- 29.3%)

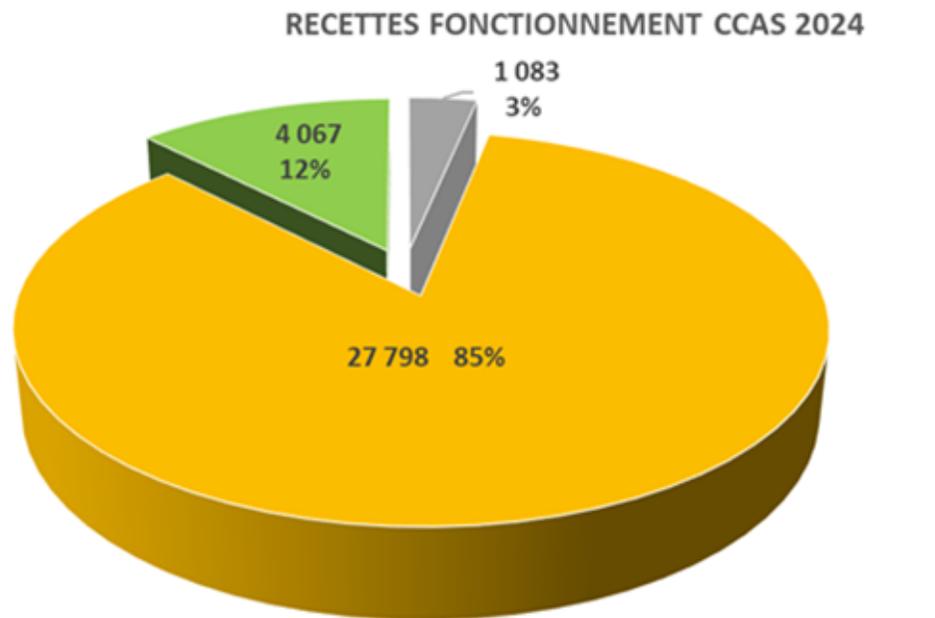
➤ Chapitre 77: Produits exceptionnels

- La vente de la maison Bir pour réaliser une maison médicale (97 228 €)

3. Les orientations du budget 2025

3.2 Les recettes de fonctionnement CCAS & RPA

2024 recettes de fonctionnement CCAS = 32 948€



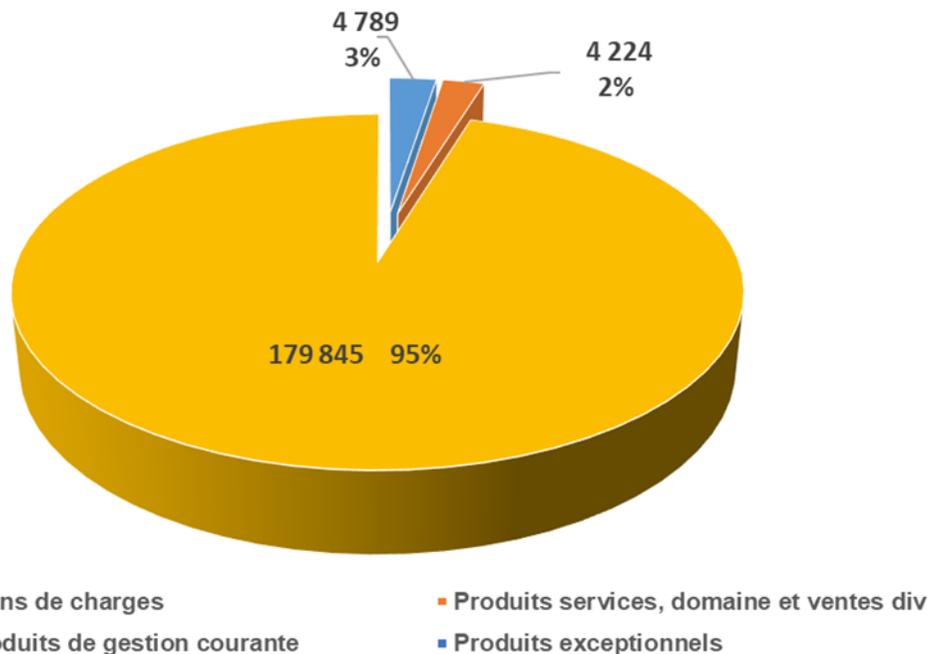
- Opérations d'ordre de transfert
- Produits services, domaine et ventes div
- Dotations et participations
- Autres produits de gestion courante

- Recettes en hausse vs 2023 (+ 6 823€, 26,1 %)
- Participation de la commune plus importante (21 500 € en 2023 pour 27 798 € en 2024)

- Pour 2025, nous prévoyons des recettes à hauteur de 45 000 €

3. Les orientations du budget 2025

3.2 Les recettes de fonctionnement CCAS & RPA



2024 recettes de fonctionnement RPA = 277 587€

- Recettes hausse vs 2023 (+ 90 159€, 48.1%)
- Excédent cumulé de fonctionnement en hausse 51 k€
- **Compte 706888 : Prestations de services**
 - BP 2024 : 3 000 €, réalisé de 3 083 €, Possibilité pour des extérieur (amis, famille) de venir prendre le repas le jeudi midi. **Un tarif extérieur doit être défini, prix à définir?**
- **Compte 752 : revenus des immeubles (loyers)**
 - BP 2024 : 185 000 €, Réalisé : 191 000€, **Augmentation loyer?**
 - **Prévoir une hausse des charges ?**

- Pour 2025, nous prévoyons des recettes à hauteur de 260 000 €

3. Les orientations du budget principal

3.2 Les recettes de fonctionnement CCAS & RPA

Loyers et Charges

Selon indice IRL du second trimestre 2024 : hausse maxi possible 3.26 %

	Mini / mois	Maxi / mois	Recette supplémentaire 2025
Hausse 1%	2.30 €	3.4 €	596 €
Hausse 2 %	4.59 €	6.79 €	1 192 €
Hausse 3 %	6.89 €	10.19 €	1 789 €

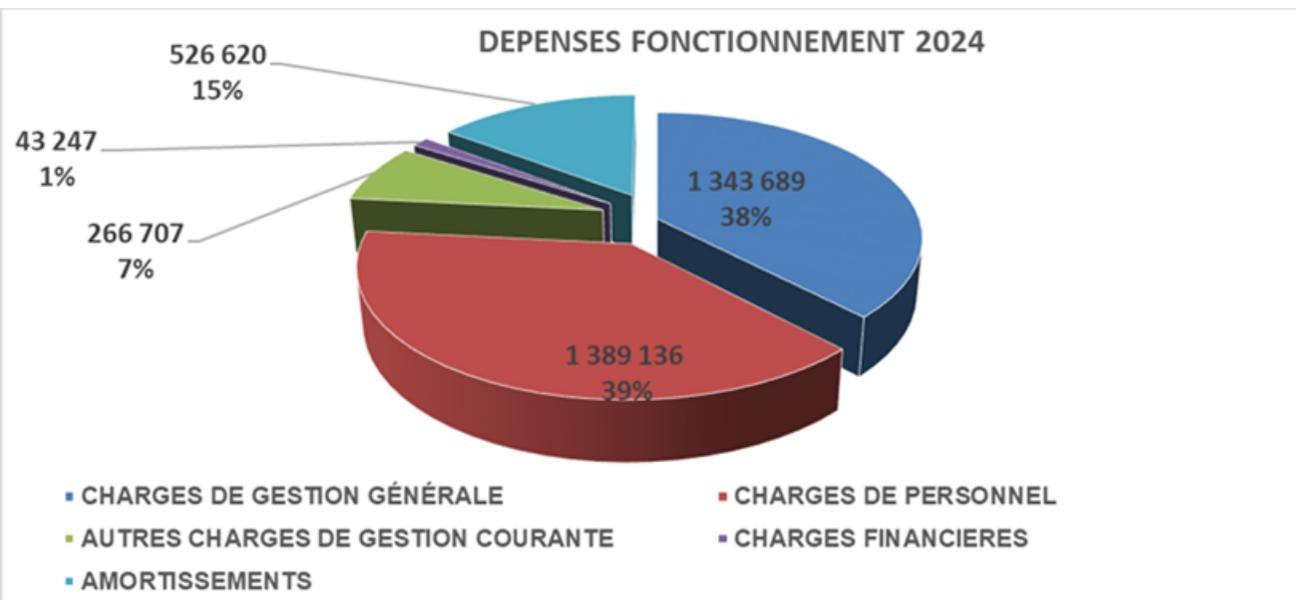
Les charges actuellement demandées aux locataires s'élèvent à 136 514 € / an alors que les dépenses récupérables annuelles sont de l'ordre de 166 560 €.

	Mini / mois	Maxi / mois	Recette supplémentaire 2025
Hausse 1%	5.70 €	7.48 €	1 365 €
Hausse 2 %	11.40 €	14.96 €	2 730 €
Hausse 3 %	17.10 €	22.40 €	4 095 €

3. Les orientations du budget 2025

3.3 Les dépenses de fonctionnement de la Commune

2024 dépenses de fonctionnement = 3 585 K€



➤ Chapitre 11 : charges à caractère général

- légère baisse de -2.6% (-35 600€)
- Achats de prestations de services, baisse de 83 400€ (- 12.4%)
- Fournitures Energie - Electricité, augmentation de 18 900€ (12.8%)
- Entretien et réparations sur matériel roulant, augmentation de 13 900€ (135%)

➤ Chapitre 12 : charges personnels

- Augmentation de 3.8% (51 064 €))

➤ Chapitre 65: Autres charges de gestion courante

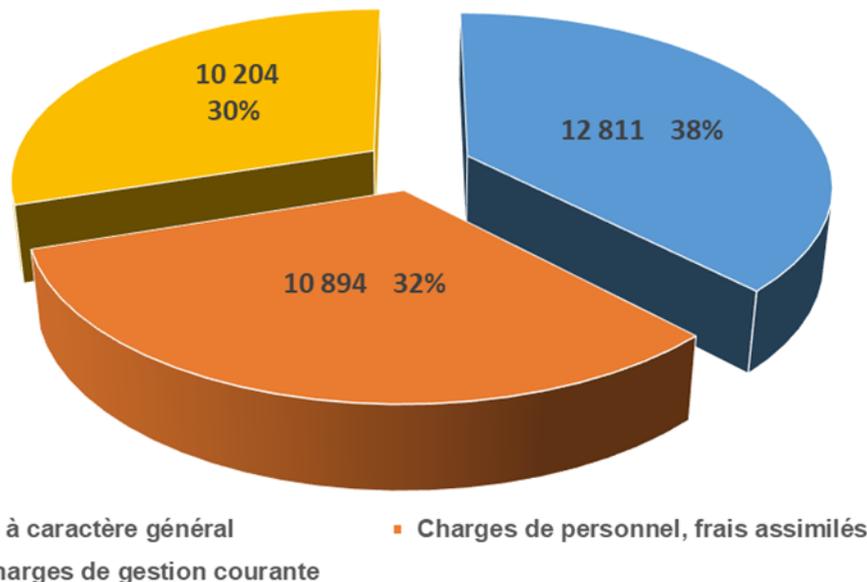
- En 2024 : en hausse 17.5% (39 800€)
- Article 65736211: virement budget RPA (65 000€).
- Article 657363: Virement budget CCAS (27 798€).
- Article 65888 : - 44 360€ par rapport à 2023

3. Les orientations du budget 2025

3.4 Les dépenses de fonctionnement CCAS & RPA

2024 dépenses de fonctionnement CCAS = 33 909 €

DEPENSES FONCTIONNEMENT CCAS 2024



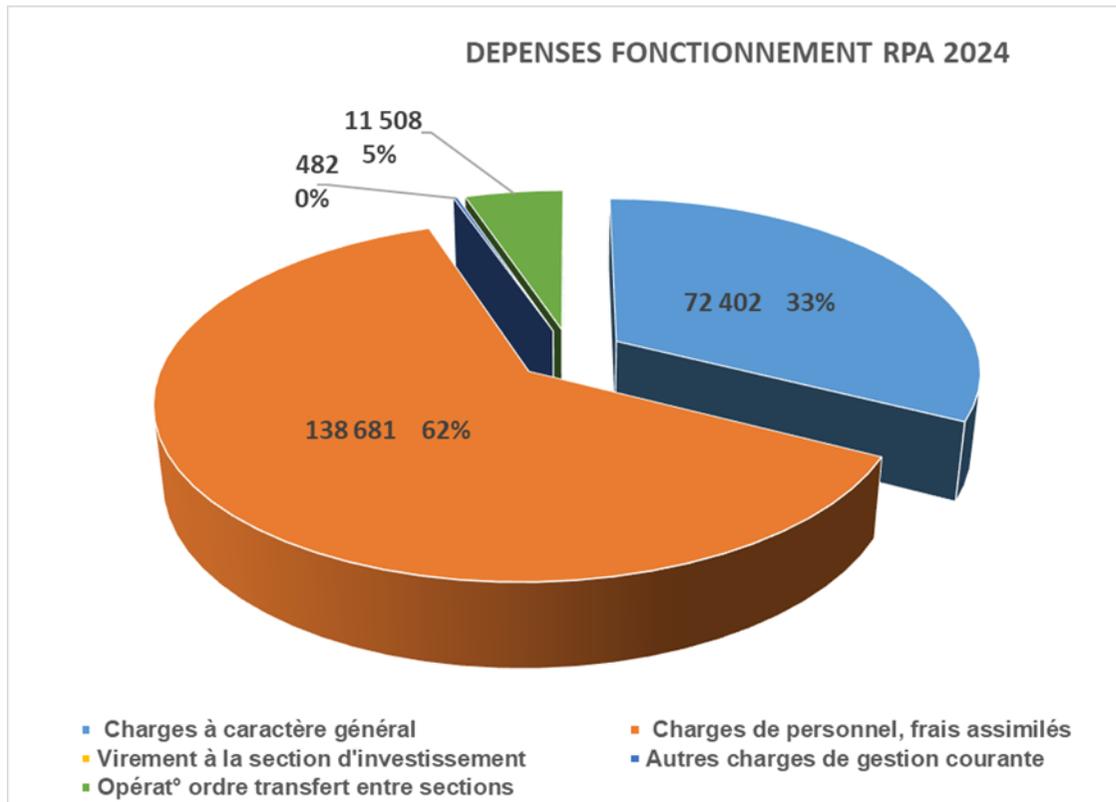
- **En augmentation de 14.4% (+4 280€) vs 2023.**
- **Charges de gestion générales**
 - Augmentation de +18.1% (1 965€)
 - Colis de fin d'année 100% local
- **Autres de gestion courante**
 - Augmentation des subventions ((+ 1 380 € dont + 400 € pour les restaurant du cœur et 1 000 € pour l'association hygiène sociale de Franche-Comté
 - Aide sociale augmentent de 256 €
- **A débattre :**
 - **Nouvelles aides pour les familles :**
 - aide achat de vélos ?
 - aide pour le permis (jeunes adultes)?
 - Aide club ado pour les séjours?

➤ **Pour 2025, les dépenses de fonctionnement estimées à 45 000 €**

3. Les orientations du budget 2025

3.4 Les dépenses de fonctionnement CCAS & RPA

2024 dépenses de fonctionnement RPA = 223.1 K€

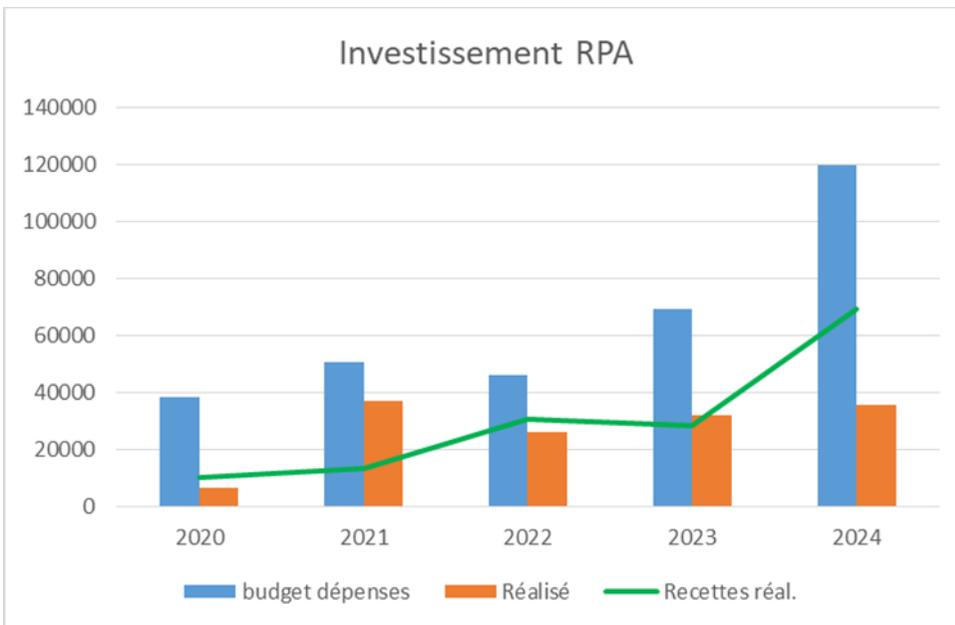


- En baisse de – 22.3% (- 64 004€).
- Les charges à caractère général
 - En baisse de – 11 429€ (-13.6 %)
 - Energie : Diminution de -3 368 (- 25.7%)
 - Entretien et réparations sur le bâtiment: Diminution de – 8 937 (- 67.1%)
 - Développement activités en 2025, +2 000€
 - Achat repas APAMAD article 611
- Les charges de personnel RPA
 - En baisse de -18.3% (-30 972€) par rapport à 2023
 - Pour 2025, baisse de - 14% (141 k€),
- Les autres charges de gestion courante
 - En baisse de – 15 041€ (-96.9%)
 - Arrêt de la subvention au CCAS (- 9 500€)
 - Créances admises en non valeur (- 5 400€)

- Pour 2025, les dépenses de fonctionnement estimées à 250 000 €

3. Les orientations du budget 2025

3.5 Les dépenses d'investissement RPA



En 2024

- Aménagements extérieurs 19 924 €,
- Travaux du hall d'accueil 11 107 €,
- Machine à laver et sèche-linge 1 466 €,
- Audit énergétique 1 408 €,

Il est à noter que nous avons réalisé **depuis 2020 des travaux** pour un montant total d'un peu moins de **136 400€ sans recours à l'emprunt.**

3. Les orientations du budget 2025

3.5 Les dépenses d'investissement RPA

Pour 2025 :

Transition écologique :

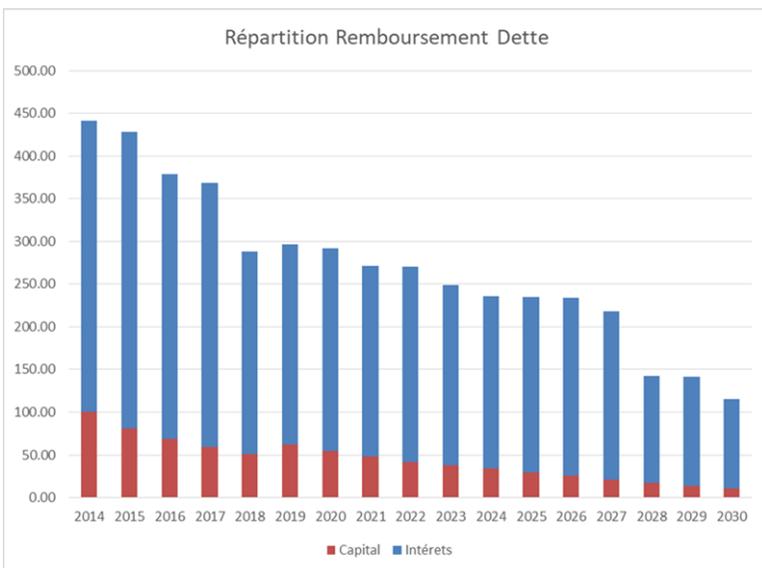
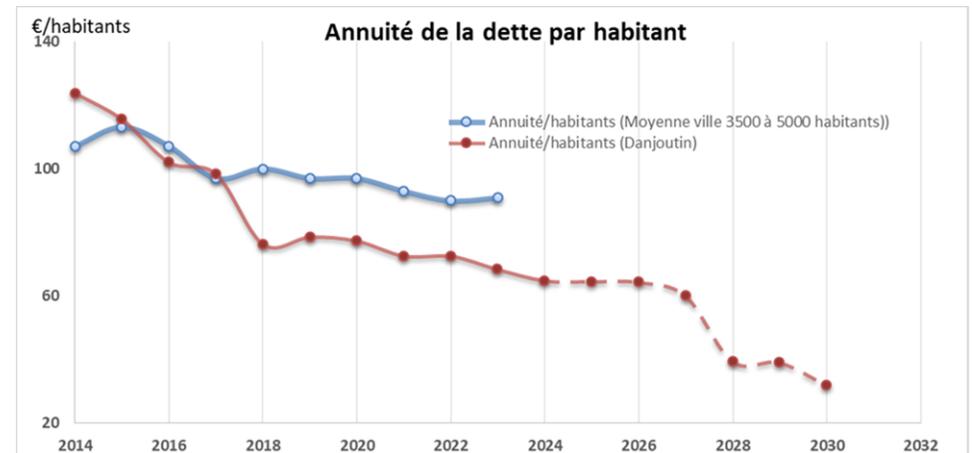
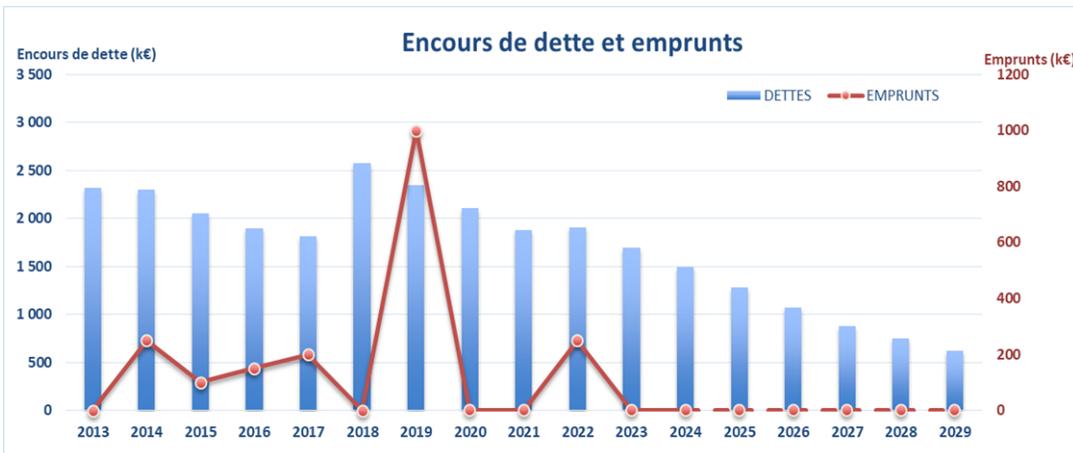
- Isolation du toit 70 000€. Report en 2026 pour étudier les possibles subventions en 2025

Moyens généraux :

- Sèche-serviette programmable pour les salles de bain (7 200€)
- Aménagement extérieur du parc/jardin, 12 000€ pour achat pergola et mobiliers extérieurs
- Stores extérieurs en façade Sud/ouest (5 000€)
- Système alarme ascenseur (4G) 800€

Pour l'exercice 2025, les dépenses d'investissement sont estimées à 60 000 euros.

4. Situation de l'endettement



Dette RPA : le budget de la RPA n'est plus engagé dans aucun remboursement de prêt depuis la fin d'exercice 2023

Dette communale :

- Le niveau de la dette est correct, avec un encours actuel de 1,690 millions d'euros début 2024, ce qui représente une dette par habitant de 464 €/hbts (pour une moyenne des communes de même strate à 699 €/hbts).
- L'annuité de la dette pour 2024 a représenté un montant de 249 000 € (une annuité de 68 €/hts pour 91 €/hts communes de même strate).
- La commune détient aujourd'hui 6 lignes d'encours, 100% à taux fixe.
- Au 31 décembre 2024, l'encours de la dette se monte à 1,488 millions d'euros. L'annuité de la dette pour 2025 sera de 234 676 euros.

La gestion financière rigoureuse, menée ces dernières années, permettra de nouveaux investissements important dans les années à venir

RESSOURCES DOCUMENTAIRES

- **Documents CNFPT**
- **Support à la préparation de votre DOB (Caisse d'Epargne)**